

**Intervention de Bernard Saincy (CGT-France)
pour le groupe des travailleurs (Confédération Syndicale Internationale)**

**16ème Conférence de la Commission pour le développement durable
ONU New-York 5 Mai 2008**

Monsieur le Président, mesdames et messieurs les délégués,

Permettez-moi de centrer mon intervention au nom du groupe des travailleurs (CSI) sur la crise alimentaire et les hausses des prix des produits agricoles.

L'insuffisante disponibilité des produits de base agricoles est source de très graves tensions sociales dans de nombreux pays et notamment les pays les moins avancés. Il en résulte un accroissement des inégalités, une augmentation du nombre de mal-nutris contrairement aux engagements du Millénaire.

L'urgence pour le syndicalisme international est de combattre cette crise alimentaire gravissime. Celle-ci est d'autant plus insupportable que des solutions existent pour y faire face. Des mesures diversifiées, fortes et coordonnées sont nécessaires.

Depuis deux ans, l'augmentation extrêmement fortes et continue des prix du blé, du riz, du maïs pèsent sur les budgets des familles qui pour les plus démunies d'entre elles y consacrent la plus grande partie de leurs revenus. C'est le cas par exemple de l'écrasante majorité des 450 millions de travailleuses et travailleurs agricoles dans le monde.

Plusieurs raisons expliquent cette hausse des prix vertigineuse :

- une suite de mauvaises récoltes pour partie résultant du réchauffement climatique.
- un accroissement régulier de la demande du fait de la croissance démographique.
- des pratiques spéculatives résultant notamment de la crise financière, de l'utilisation abusive des céréales, de la production croissante d'agrocarburants.

Ces trois raisons appellent des réponses différenciées mais complémentaires.

Pour les 2 premières, il s'agit de réponses de moyen et de long terme mais qui doivent s'engager dès maintenant. Pour la troisième, il s'agit de mesures d'application immédiate.

Pour les matières alimentaires il n'existe pas aujourd'hui d'autre régulation que celle des marchés boursiers aujourd'hui déficiente. Ainsi, la crise financière des « subprime » a eu pour conséquence de reporter les capitaux les plus spéculatifs vers les produits alimentaires entraînant les hausses spectaculaires récentes.

Outre l'intervention immédiate et concertée des Etats pour limiter la spéculation financière sur les produits alimentaires, le mouvement syndical international soutient 3 mesures structurelles:

- le renforcement du rôle des institutions internationales (ONU, FMI, Banque Mondiale) pour coordonner la gestion des stocks de produits alimentaires (notamment les céréales) et pour accompagner le développement de l'agriculture locale et durable et non subventionner inconsidérément l'agriculture d'exportation.
- Le déblocage par les Etats les plus développés d'aides d'urgence pour contenir la crise alimentaire notamment par la mise à contribution des stocks alimentaires gérés par les Etats.
- La reconsidération des programmes de développement des agrocarburants afin de réserver les terres arables à l'alimentation

Merci de votre attention.